

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 5 juillet 2024

Approbation de l'association du Conseil d'administration au communiqué de presse de France Universités en date du 1^{er} juillet 2024 : « France Universités, la CDEFM, la Cdefi, et la CGE disent non au Rassemblement national pour les Universités et les écoles »

Le communiqué de presse, dont le contenu a été transmis à l'ensemble des personnels de l'université d'Orléans, est joint en annexe.

Le Conseil d'administration approuve son association au communiqué de presse de France Universités en date du 1^{er} juillet 2024 : « France Universités, la CDEFM, la Cdefi, et la CGE disent non au Rassemblement national pour les Universités et les écoles ».

Effectif Statutaire :	36
Membres en exercice :	36

Quorum :	atteint
Membres présents :	16
Membres représentés :	7
Total :	23

Décompte des votes :

Abstentions :	-
Votants :	23
Blancs ou nuls :	-

Suffrages exprimés :	23
Pour :	23
Contre :	-

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait à Orléans, le 09/07/2024

Le Président de l'Université



Éric BLOND

DÉLAI DE RECOURS :

En application des articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication, d'un recours gracieux auprès du Président de l'Université d'Orléans (Château de la Source – 45100 Orléans) et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Orléans.

France Universités, la Cdefi, la CDEFM, et la CGE disent non au Rassemblement national pour les Universités et les écoles

Lundi 1^{er} juillet 2024

Les résultats du premier tour des élections législatives anticipées de ce dimanche 30 juin montrent un risque réel que le Rassemblement national puisse disposer d'une large majorité à l'Assemblée nationale au soir du second tour.

La menace est immédiate, réelle et inédite. Elle doit être affrontée avec gravité et détermination car elle ne constitue pas une alternance ordinaire en démocratie. Ce sont bel et bien les valeurs universelles et humanistes qui sont en péril : l'ouverture aux autres, la tolérance, la curiosité intellectuelle ou encore l'esprit critique.

Parce qu'elle se fonde sur des principes d'exclusion, de repli, mais aussi sur la peur et le rejet de l'autre, la politique portée par le Rassemblement national met en danger notre enseignement supérieur et la chance qu'il offre à toute la jeunesse, quels que soient son parcours, ses origines et son milieu social. Elle compromet l'accueil d'étudiants étrangers parmi lesquels certains deviendront doctorants et participeront, demain, au rayonnement de la science française dans le monde. Elle menace également l'indépendance du service public, de l'enseignement supérieur dans son ensemble, ainsi que l'autonomie de sa recherche et la liberté académique et pédagogique de celles et ceux qui ont en charge la formation de la jeunesse et concourent au développement du pays, dans chacun de nos territoires.

C'est encore une autre idée de l'Europe dont nous ne voulons pas, celle où les universités européennes n'auront plus leur place et où la mobilité étudiante portée par le programme Erasmus, plébiscité depuis de nombreuses années, est en danger.

L'alerte dépasse les établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Il ne s'agit donc pas de protéger des intérêts corporatistes mais bien de défendre les valeurs de la République.

Nous ne pouvons accepter le projet politique du Rassemblement national sans trahir ces valeurs et l'esprit des Lumières qui est au fondement même de l'Université et de nos écoles.

France Universités

Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (Cdefi)

Conférences des directeurs des écoles françaises de management (CDEFM)

Conférence des grandes écoles (CGE)

À propos de France Universités :

France Universités, créée en 1971, comprend [117 membres](#) dont l'ensemble des universités françaises, les écoles normales supérieures, les INP, les INSA, soit 2 millions d'étudiants, 200 000 personnels et 3000 laboratoires de recherche. Elle porte la voix des établissements dans le débat public et auprès des décideurs publics et privés, en France et à l'international.

Contact presse : Bastien Florenty - bastien.florenty@franceuniversites.fr - 06 64 06 69 36

À propos de la CDEFI :

Fondée en 1976, la CDEFI représente, en France et à l'international, l'ensemble des quelque 200 directeurs et directrices des établissements, ou composantes d'établissement, publics et privés, accrédités par la Commission des titres d'ingénieur (CTI) à délivrer le titre d'ingénieur diplômé.

Contact presse : Stéphanie MASSON - smasson@madamemonsieur.agency - 06 84 65 17 34

À propos de la CDEFM :

Créée en 2021, la CDEFM regroupe 37 écoles reconnues par l'Etat et délivrant au moins un diplôme valant grade de master. Sa mission première est d'être leur porte-parole auprès de l'État, de l'Union Européenne, des associations d'étudiants et d'employeurs, des organismes d'accréditation nationaux et internationaux.

À propos de la CGE :

Créée en 1973, la CGE regroupe 245 Grandes écoles en France et à l'étranger, couvrant de nombreuses spécialités. Au-delà de ses missions de représentation d'intérêts auprès des décideurs publics et d'accréditation, habilitation et labellisation des formations délivrées par ses membres, la CGE a une mission de réflexion à travers ses 10 Commissions et une quarantaine de groupes de travail. A ce titre, elle joue un rôle clé dans le développement et le rayonnement de l'enseignement supérieur et de la recherche en France et à l'international.

Contact presse : Nicolas Crépin - ncrepin@epoka.fr - 06 52 32 10 11